

L'Islam et l'Occident. Biopsies d'un dialogue, sous la dir. de Lise Garon, Azzedine G. Mansour et El-Mostafa Chadli, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 407 p.

Marc Imbeault

Volume 29, numéro 2, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045177ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045177ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Imbeault, M. (2010). Compte rendu de [*L'Islam et l'Occident. Biopsies d'un dialogue*, sous la dir. de Lise Garon, Azzedine G. Mansour et El-Mostafa Chadli, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 407 p.] *Politique et Sociétés*, 29(2), 172–175. <https://doi.org/10.7202/045177ar>

L'islam et l'Occident. Biopsies d'un dialogue

sous la dir. de Lise Garon, Azzedine G. Mansour et El-Mostafa Chadli, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 407 p.

L'islam et l'Occident regroupe les travaux de 17 chercheurs issus de onze pays différents (même si plusieurs d'entre eux résident depuis longtemps au Canada) : Algérie, Bénin, Canada, Chine, Iran, Italie, Liban, Maroc, Pakistan, Tchad et Turquie. Ce livre, entièrement voué au rapprochement entre les civilisations islamique et occidentale, s'appuie sur l'hypothèse (ou la conviction) que, loin d'être des mondes étanches, incapables de communiquer entre eux, ces cultures possèdent des éléments communs ayant une valeur universelle. Ce sont ces points de rencontres, ces possibilités de communication postulées, que s'efforcent de mettre en lumière les participants à ce travail collectif.

Le livre est divisé en trois parties intitulées : 1) « Les conditions du dialogue » ; 2) « Expériences et enjeux du dialogue » ; 3) « Obstacles au dialogue ». Je ne pourrai pas discuter ici de tous les textes qui forment ce recueil, mais je tenterai toutefois de citer pour chaque partie au moins un ou deux exemples caractéristiques.

La première partie permet d'approfondir la notion même de dialogue entre les civilisations, défini comme une « discussion sur la manière de gérer la vie commune de peuples à la fois semblables et différents » (p. 4). Elle souligne le caractère paradoxal d'éloignement et de proximité des civilisations entre elles, un thème typique de la démarche herméneutique héritée du philosophe allemand Hans-Georg Gadamer, auquel Ali Hassan Zaidi fait explicitement référence dans son texte intitulé « Islam, modernité et sciences humaines. Les promesses de la connaissance dialogique » (p. 36-65). Cette démarche aboutit à un relativisme modéré qui donne le ton à l'ensemble de l'ouvrage. Les auteurs ne renoncent donc pas totalement à la rationalité typique de la modernité occidentale : ils défendent l'idée d'une voie médiane, soutenant qu'une forme de rationalité « différente » se trouve déjà présente dans le dialogue entre l'islam et l'Occident. Il s'agit là d'un concept qui reste à préciser, et ce serait la tâche des chercheurs de la mettre en lumière en s'appuyant sur l'ensemble des disciplines des sciences humaines.

La deuxième partie tente de montrer concrètement qu'un tel dialogue a bel et bien existé entre islam et Occident dans le passé et qu'il se poursuit encore aujourd'hui. L'exemple idéaltype (si j'ose dire) en est donné par l'analyse que fait Ahmed Renima de l'œuvre du mystique chrétien Raymond Lulle (1232-1316), qui a poussé très loin l'intégration des cultures islamique et chrétienne dans un contexte particulièrement peu propice : celui de l'Inquisition espagnole de la fin du treizième siècle (p. 141-163). Lulle avait conçu l'idée d'une croisade spirituelle et tenté de former une sorte de milice de théologiens destinée à convertir les musulmans par la raison. Pour ce faire, il apprit les langues orientales et se mit à lire les livres arabes et surtout à étudier les philosophes afin de s'armer de tous les moyens de convaincre les musulmans. Mais il mourut en 1316 sur le bateau qui le ramenait à Majorque après qu'il eût été lapidé par les musulmans tunisiens.

Dans son texte « Le dialogue islamo-chrétien. Les obligations manquantes de la modernité » (p. 187-210), Sami Aoun approfondit l'approche de Raymond Lulle fondée sur le dialogue et la nuance en la replaçant dans le contexte du monde contemporain. Pour faire face aux « blocages » d'origine dogmatique du dialogue interreligieux, l'auteur propose le terrain commun des droits de l'homme qui constituent, selon lui, « le seul référentiel commun disponible pour le dialogue interreligieux » (p. 200). Ce « référentiel » lui permet ensuite d'ouvrir des pistes de dialogues concrètes sur des questions comme l'esclavage (qu'on aurait tort de croire disparu), les châtements corporels, la question des femmes, la liberté religieuse des non-musulmans et des apostats, la liberté religieuse après les événements du 11 septembre 2001, la laïcité de la scène publique, etc. Sur toutes ces questions, il a le mérite d'apporter de nombreux

éléments de réflexion et des références, sans masquer les problèmes qui se posent, par exemple le fait que certains États musulmans considèrent certaines clauses de la *Déclaration des droits de l'homme* comme incompatibles avec la *Charia*. En conclusion, Sami Aoun souligne la différence de position entre le Québec et le reste du Canada sur la question du dialogue :

L'exemple du Québec et celui du Canada, en particulier, présentent de nouvelles avenues à la cohabitation et au dialogue entre musulmans et chrétiens. Le cas du Québec, fondé sur le code civil laïque et un multiculturalisme limité, invite les immigrants à reconsidérer ou à recentrer leur dialogue selon les exigences d'un pacte social scellé sur une base non religieuse. Le cas du Canada anglais, d'autre part, fondé sur la *common law* et un multiculturalisme valorisé, invite les musulmans et les chrétiens à une reconstruction identitaire dans un cadre juridique égalitaire et libéral reconnaissant le droit à la différence. (p. 208)

Il serait intéressant de pousser plus loin cette comparaison qui fait ressortir au passage combien, même dans l'espace dit « chrétien » et au sein d'un même pays, les bases du dialogue peuvent diverger.

La troisième partie traite, quant à elle, des obstacles au dialogue, une bonne partie des textes qui la composent étant consacrés aux médias et à la manière dont ils favorisent ou non le dialogue entre les civilisations. On y trouve, par exemple, une étude de François Demers sur « les conditions draconiennes » imposées en matière de tri et de définition de l'actualité internationale par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à la chaîne Al-Jazira au Canada (« L'arrivée d'Al-Jazira au Canada », p. 325-342). Un autre chapitre, écrit par Duygu Oztin, s'efforce de montrer que le débat dans les médias français au sujet de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est demeuré centré sur « l'euroanéité » ou la « non-euroanéité » de ce pays, plutôt que sur le rôle de passerelle qu'il aurait pu jouer entre l'Islam et l'Occident (p. 289-304).

Mais l'article qui a le plus retenu mon attention est celui consacré par Abdelkérîm Ousman et Houchang Hassan-Yari à l'administration du président George W. Bush, sous le titre « Le schéma ami/ennemi : un obstacle de taille au dialogue des civilisations » (p. 343-363). Il s'agit d'un texte très stimulant du point de vue intellectuel, dans lequel les auteurs renversent en quelque sorte le propos général de l'ouvrage en postulant que la question du dialogue renvoie implicitement à une réalité de non-dialogue : « Poser la question du dialogue des civilisations [...] suppose déjà qu'il y a un manque de dialogue. Par conséquent, la question qui se pose, c'est de savoir à qui ou à quoi [on peut] attribuer cette situation de non-dialogue qui favorise l'hostilité et la confrontation » (p. 343). Les auteurs attribuent cette absence de dialogue à « l'équipe qui dirige les États-Unis depuis l'an 2000 », soit, le livre ayant été publié en 2008, l'administration Bush. Cette équipe aurait été motivée par ce que les auteurs qualifient, se référant à Vincent Descombes, d'hégélianisme « sanguinaire », une pensée qui « loin de mettre l'accent sur l'aspect raisonnable et pacifiant de la pensée hégélienne [insisterait] avec complaisance sur [ses] moments paradoxaux, excessifs, violents et surtout sanglants » (p. 343-344), en conformité avec les interprétations d'Alexandre Kojève, ajoutant que « la condescendance de l'administration Bush envers une partie de son électorat [leur] fait penser à certaines prémisses sur les sociétés humaines de Leo Strauss [et] sa belligérance au niveau international [au] schéma ami/ennemi de Carl Schmitt » (*ibid.*).

Il est assez facile de suivre le raisonnement des auteurs lorsqu'ils critiquent les tenants et aboutissants de la politique de puissance menée par les États-Unis sous la conduite du président Bush et soulignent l'interférence de motifs religieux dans celle-ci – sans parler de l'absence de dialogue avec l'adversaire. Quant à leurs références théoriques, la position de d'Alexandre Kojève est bien connue et Abdelkérîm Ousman et Houchang Hassan-Yari fournissent des indications plutôt convaincantes pour ce qui est de Leo Strauss.

La question se corse en ce qui concerne Carl Schmitt. Sans doute les auteurs sont-ils justifiés de souligner que pour lui la dialectique ami/ennemi constitue le fondement du politique et qu'elle conduit à mettre l'accent sur les différences plutôt que sur les ressemblances, ce qui permet de rapprocher le schéma ami/ennemi de la perspective de l'administration Bush. Mais peut-être aurait-il été souhaitable de fournir quelques citations, d'autant plus que l'utilisation par Schmitt de l'opposition ami/ennemi a aussi pour objet de distinguer la sphère du politique de celles de la morale, de la religion et des autres «essences» (pour reprendre la terminologie phénoménologique de Julien Freund¹) comme l'économie ou l'art. En ce sens, l'ennemi politique selon Schmitt n'est pas nécessairement un «absolu». Par contre, lorsqu'il devient l'incarnation du Mal, voire l'axe du Mal, le conflit qu'il implique n'est plus politique, mais *moral*, voire religieux. De la guerre comme phénomène exceptionnel et lié à un différend limité dans le temps, on passe alors à un antagonisme perpétuel entre deux conceptions du monde irréconciliables, comme dans le cas de la guerre contre le terrorisme du président Bush.

Les États-Unis n'hésitent pas à désigner l'ennemi, ce qui semble incontestablement très schmittien [...] Mais cette désignation de l'ennemi ne répond nullement aux critères énoncés par Carl Schmitt. Non seulement elle ne représente pas chez eux le geste politique par excellence – un geste qui, comme tel, ne saurait répondre à des critères d'appréciation autres que politiques –, mais elle prend une dimension immédiatement manichéenne et morale².

De ce point de vue, l'ennemi de l'Amérique n'a aucune chance de devenir un jour son allié, il est intrinsèquement condamné à périr, tout comme, inversement, celui-ci n'a d'autre projet que de la détruire définitivement. Si l'on omet ce détail, la réflexion d'Abdelkrim Ousman et Houchang Hassan-Yari me semble fondamentalement juste et je partage la conviction qu'ils énoncent en conclusion : «Il est temps de reconnaître que rejeter le principe de l'égalité entre les peuples ne peut conduire qu'au désastre.»

L'un des auteurs auquel on fait le plus souvent référence dans cet ouvrage est Samuel Huntington, dont le célèbre article sur le choc des civilisations a fait date, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001. Par ailleurs, le texte de Francesco Cavatorta, «Au front du vrai choc ? Le conflit entre laïcs et religieux en Israël et ses conséquences sur le dialogue des civilisations» (p. 365-388), propose une vision de rechange à celle de Huntington, l'hypothèse fondamentale de Cavatorta étant que le fossé entre laïcs et religieux en Israël s'est élargi durant les trente dernières années et que beaucoup d'autres conflits seraient mieux compris si on les examinait à partir du même clivage (p. 367). Aussi l'auteur remet-il en question l'idée même de «civilisation unifiée», au profit d'une conception plus nuancée où le «choc interne» entre les opposants au sein d'une même culture débouche sur la création d'un espace de dialogue avec les représentants d'autres civilisations, comme c'est le cas en Israël où des groupes composés de Juifs et de Palestiniens s'unissent pour faire pression en faveur de la paix et de la tolérance.

Dans l'ensemble on peut dire que *L'Islam et l'Occident* nous plonge au cœur du débat auquel son titre fait référence. Mais cette réussite à tout de même un prix. Je pense ici, par exemple, à l'interprétation du traitement de la condition inférieure du «dhimmi», dont on rappelle, dès le départ, la définition islamique traditionnelle dans le lexique : «tributaire, protégé de l'Islam» (p. XXIX). En fait, le «dhimmi» c'est le juif ou le chrétien conquis. On a beau dire qu'il ne payait pas autant de tribut que certains le prétendent (p. 110), ou «glisser» peut-être un peu trop vite sur le fait que les autres minorités subissaient un sort encore moins enviable (sans parler de l'esclavage), il n'en reste pas moins que la dhimmitude pose un problème pour la conscience politique de l'Islam. De ce point de vue, le fait que Sami Aoun aborde de front ce type de problème dans son article lui donne une grande importance pour l'équi-

1. *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965.

2. Alain de Benoist, *Carl Schmitt actuel. Guerre «juste», terrorisme, état d'urgence, «nomos» de la terre*, Paris, Krisis, 2007, p. 58.

libre du recueil. Il ne faut pas oublier de mentionner finalement la postface de Malek Chebel, « Raison islamique et temps moderne » (p. 403-407), qui contient également des propositions sans équivoque en faveur du respect des droits de l'homme.

L'Islam et l'Occident a le mérite d'être composé de textes à la fois clairs, argumentés et bien documentés. Tous les chapitres sont pertinents et instructifs et ils proposent des pistes de réflexion intéressantes. Le lecteur a ainsi le sentiment de participer lui-même au fantastique et millénaire débat d'idées qui inspire cet ouvrage collectif remarquable.

Marc Imbeault
Collège militaire royal de Saint-Jean